

Gouvernement nous dit qu'il a déjà construit un pont sur la ligne de ce chemin de fer et qu'un projet de loi sera soumis au Parlement à cette session, pourvoyant à la construction du chemin de fer. Il n'y a pas un homme au Canada, hors du Gouvernement, qui se lèvera et dira ouvertement: Je suis en faveur de la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson. Les gens de l'Ouest eux-mêmes ne le diront pas. Tous sont en faveur de la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson pourvu qu'il soit construit et exploité de façon à être à l'avantage du pays. Mais si un chemin de fer de la baie d'Hudson doit être construit comme le chemin de fer transcontinental national, en gaspillant des centaines de mille et des millions de dollars, dont l'intérêt doit être payé par le transport des marchandises et si l'exploitation de ce chemin de fer, quand il sera construit, doit être semblable à celle de l'Intercolonial, un chemin de fer qui coûte à ce pays \$70,000,000 et qui est cependant exploité avec perte, alors les gens de l'Ouest ne veulent pas du chemin de fer de la baie d'Hudson. Que l'honorable député dépose un projet d'un chemin de fer construit convenablement, économiquement, raisonnablement et intelligemment, et avec les dispositions convenables pour son exploitation, et j'ose dire que les honorables députés de ce côté-ci de la Chambre seront prêts, comme ils sont toujours prêts à appuyer tout projet honnête et intelligent pour l'amélioration du sort du peuple canadien. Puis, monsieur l'Orateur, j'arrive à une clause intéressante que je vais lire:

Mon Gouvernement s'est occupé avec le plus grand soin de la construction du pont de Québec, la plus vaste entreprise de ce genre que le monde ait connue, et l'on prend toutes les précautions possibles pour assurer le succès de sa construction. L'entreprise de la sous-structure a été adjugée. Des soumissions pour la construction de la superstructure ont été reçues de quatre compagnies responsables et cette affaire est maintenant à l'étude.

On espère que le contrat sera signé prochainement et le travail de construction poussé avec vigueur jusqu'à ce qu'il soit terminé.

Il y a sept ans, le Gouvernement ne pouvait pas prendre le temps de discuter la question, l'affaire pressait trop; les circonstances étaient telles qu'il fallait entreprendre les travaux préalablement à toute consultation de la volonté populaire; mais aujourd'hui, ce pont où tant de millions ont été engouffrés n'existe que sous la forme de quelques piles inachevées dans le fleuve Saint-Laurent, et d'un déficit de plusieurs millions disparus en fumée, sans parler de 70 ou 80 pertes de vie. Le très honorable premier ministre aborde ensuite la question du commerce; il signale l'importance des marchés étrangers et il déclare que des arrangements doivent être conclus pour que l'excédent de nos produits soit admis sur

M. NORTHRUP.

ces marchés dans les conditions les plus favorables. Je serais bien prêt à reconnaître que c'est là l'exacte expression de la pensée du très honorable premier ministre, seulement il y manque deux mots; il aurait dû ajouter; pour eux. La phrase serait alors ainsi conçue: "Que l'excédent de nos produits ait accès aux marchés de ces pays aux conditions les plus favorables pour eux"; ce serait alors conforme à la réalité. L'an dernier, nous avons conclu un traité avec la France; il ne nous assurait pas de grands avantages, mais le très honorable premier ministre le fit adopter en toute hâte. Qu'est-il arrivé? Comme résultat nous avons dû admettre aux mêmes conditions les marchandises de dix ou douze autres pays qui ne nous accordèrent aucune réduction en retour; il est donc vrai à la lettre de dire que nous nous sommes arrangés pour faire admettre l'excédent de nos produits dans ces pays aux conditions les plus favorables pour eux.

Voici maintenant un paragraphe de l'adresse dont j'avoue franchement ne pas bien comprendre la signification. J'ai lu de longues discussions dans les journaux, dans la presse libérale surtout, sur le sujet de la réciprocité, et j'en ai beaucoup entendu parler dans cette enceinte. Je m'attendais bien qu'il en serait question dans le discours du trône; mais, je mets le très honorable premier ministre au défi d'y relever du commencement à la fin une seule phrase, un seul mot, une seule syllabe qui ait trait à la réciprocité. Ce qu'il s'y trouve de plus rapprochant, c'est un long passage qui se termine par ces mots:

Les négociations n'ont abouti à aucune conclusion et nulle proposition n'a été formulée, mais la libre discussion qui s'est engagée donne à mon Gouvernement l'espoir qu'on pourra conclure avant longtemps un accord qui, sans sacrifier les intérêts du Canada

Et maintenant qu'allons-nous obtenir? Un accord qui

permettra à un grand nombre de nos produits de pénétrer dans les Etats-Unis à des conditions satisfaisantes.

Bien entendu, tous nous applaudirions de tout cœur à un tel résultat. Mais quelqu'un se figure-t-il que nos voisins des Etats-Unis, les hommes d'affaires les plus avisés, les plus perspicaces qu'il y ait au monde soient venus au Canada simplement pour discuter les moyens qui permettraient au Canada de faire admettre ses produits aux Etats-Unis dans des conditions satisfaisantes pour lui? Le très honorable premier ministre et ses collègues ont-ils jamais songé que les Américains de leur côté seraient heureux de faire admettre de leurs produits au Canada à des conditions satisfaisantes pour eux? Et lorsqu'on nous invite à discuter une question comme celle-là, certes, nous avons le droit de nous attendre à ce qu'on nous dise